

**Art. 6.** In artikel 1 van bovenvermeld ministerieel besluit van 23 december 1987 wordt een negende streepje ingevoegd, luidend als volgt :

« - voor de gemeente Thuin, op het grondgebied van Ragnies ».

In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende woorden geschrapt :

« - het woongebied met een landelijk karakter en de gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen van Ragnies (gemeente Thuin, provincie Henegouwen) ».

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 27 december 1998.

M. LEBRUN

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 193

[C - 99/31021]

#### **3 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'intervention dans les frais de déplacement et de séjour exposés par les personnes handicapées en dehors de leur intégration professionnelle**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la Constitution, notamment les articles 138 et 178;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 8, modifié par l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 6, 8°, 9°, 14° et 8;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé du 6 mars 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 1<sup>er</sup> juillet 1998;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget du 13 juillet 1998;

Vu la délibération du Collège du 17 juillet 1998 sur la demande d'avis sur un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 4 novembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il importe d'harmoniser les interventions en matière de frais de déplacement accordées aux personnes handicapées et de les ouvrir aux situations d'intégration sociale;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes;

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions préliminaires*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

2° administration : les services du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

3° personne handicapée : la personne handicapée admise au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

4° processus global : le processus global d'intégration sociale et professionnelle établi en concertation avec la personne handicapée, tel que prévu par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 relatif au processus global d'intégration sociale et professionnelle établi en concertation avec chaque personne handicapée admise au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

5° formation professionnelle : une formation professionnelle organisée, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public et organisée sur les territoires, soit de la Région de Bruxelles-Capitale, soit de la Région wallonne;

6° intégration sociale : la participation effective à raison d'au moins 10 heures par semaine en moyenne à des activités sociales organisées par des a.s.b.l. ou des établissements reconnus par les pouvoirs publics, lorsque c'est la seule forme d'intégration sociale ou professionnelle de la personne handicapée.

CHAPITRE II. — *L'intervention dans les frais de déplacement*

**Art. 3.** Dans les limites des crédits disponibles, une intervention dans les frais de déplacements exposés par la personne handicapée dans le cadre de l'établissement de son processus global, de son intégration scolaire, de sa formation professionnelle ou de son intégration sociale est accordée par l'administration dans les conditions fixées au présent arrêté, pour autant que la personne handicapée soit incapable, par suite de sa déficience, d'utiliser seule un moyen de transport en commun.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les frais de déplacement pris en considération dans le cadre de l'établissement du processus global ont pour objet :

les déplacements de la personne handicapée, à la demande de l'administration, entre son domicile et le siège de l'administration ou d'un centre d'orientation spécialisée reconnu par la Commission communautaire française ou d'un centre de réadaptation fonctionnelle agréé par la Commission communautaire française.

§ 2. Les frais de déplacement pris en considération dans le cadre de l'intégration scolaire ou de la formation professionnelle ont pour objet :

les déplacements de la personne handicapée entre son domicile et le lieu de son intégration scolaire, sauf en enseignement spécial, ou de sa formation professionnelle, à raison d'un aller et retour maximum par journée d'activités, à l'exception du transport organisé sous forme de ramassage collectif.

Par dérogation à l'alinéa précédent, quand une intervention dans les frais de séjour est accordée en vertu du chapitre II du présent arrêté, seul un aller et retour par semaine d'activités est pris en considération.

§ 3. Les frais de déplacement pris en considération dans le cadre de l'intégration sociale ont pour objet :

les déplacements de la personne handicapée entre son domicile et le lieu de ses activités sociales à raison d'un aller et retour par journée d'activités.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Pour les déplacements effectués au moyen d'un transport individuel conduit par la personne handicapée, l'intervention se calcule en fonction de la distance et de la puissance imposable du véhicule utilisé sans qu'il soit tenu compte de la puissance imposable excédant 7 CV et suivant les taux figurant au tableau repris en annexe de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 fixant la réglementation générale en matière de frais de parcours.

Pour le calcul des distances, il est tenu compte de la distance réelle.

§ 2. Lorsque la personne handicapée est véhiculée au moyen d'un transport individuel par une tierce personne, les frais de déplacement exposés par cette tierce personne pour conduire la personne handicapée à son lieu d'activités ou assimilé et la ramener à son domicile, peuvent être pris en considération dans les mêmes conditions que celles prévues au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Pour les déplacements effectués en taxi, l'intervention est égale au montant du prix fixé par la réglementation en vigueur dans la zone de départ de la course.

§ 4. Pour les déplacements effectués dans un minibus adapté de la Société des transports intercommunaux bruxellois, l'intervention est égale au prix réclamé à la personne handicapée pour la course.

§ 5. Pour les déplacements effectués par un moyen de transport en commun moyennant l'accompagnement d'une tierce personne, l'intervention accordée à celle-ci est égale au montant du prix réclamé à l'accompagnant pour conduire la personne handicapée de son domicile à son lieu d'activités ou assimilé, rejoindre le lieu de départ, aller rechercher la personne handicapée et la ramener à son domicile, sans pouvoir excéder par mois le coût fixé par la Société des transports intercommunaux bruxellois pour un abonnement mensuel.

**Art. 6.** L'intervention accordée par l'administration est diminuée de toute intervention légale ou réglementaire octroyée dans les frais exposés par la personne handicapée pour se rendre à son lieu d'activités ou assimilé et du coût des déplacements s'ils s'étaient effectués en transport en commun sur base d'un abonnement mensuel.

CHAPITRE III. — *L'intervention dans les frais de séjour*

**Art. 7.** Dans les limites des crédits disponibles, une indemnité pour les frais de séjour exposés par la personne handicapée dans le cadre de son intégration scolaire, sauf en enseignement spécial, est accordée par l'administration dans les conditions fixées au présent arrêté, pour autant que :

- soit la personne handicapée soit incapable, par suite de sa déficience, de se rendre quotidiennement sur son lieu d'activités;

- soit l'indemnité pour les frais de séjour soit inférieure à l'intervention qui aurait été accordée pour des frais de déplacements quotidiens en vertu du chapitre 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Art. 8.** L'indemnité accordée par l'administration est fixée à 507 francs par journée d'activités.

Ce montant est lié à l'indice-santé 122,37 d'octobre 1997. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, il est adapté annuellement chaque 1<sup>er</sup> janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{indice-santé décembre 199.}}{122,37}$$

**Art. 9.** L'intervention accordée par l'administration est diminuée de toute intervention légale ou réglementaire octroyée dans les frais exposés par la personne handicapée pour son séjour.

CHAPITRE IV. — *Dispositions communes*

**Art. 10.** La demande d'intervention dans les frais de déplacement et de séjour est introduite par la personne handicapée auprès de l'administration sur le document établi par cette dernière.

Celle-ci statue sur la demande et notifie sa décision dans les trente jours à partir de la date à laquelle elle dispose de tous les renseignements demandés dans le document dont mention à l'alinéa précédent.

La décision prise par l'administration fait partie du processus global établi en concertation avec la personne handicapée.

En ce qui concerne les frais de déplacement, la décision d'intervention précise les types de transport qui, utilisés par la personne handicapée, peuvent donner lieu à une intervention.

**Art. 11.** L'intervention ne peut être liquidée qu'à l'expiration de chaque mois sur production des documents justificatifs déterminés par l'administration et comprenant, s'il y a lieu, des états de fréquentation scolaire, de formation professionnelle, d'activités ou d'examen.

Ces documents doivent être introduits, à peine de forclusion, dans un délai d'un an à dater de l'expiration du mois auquel ils se rapportent.

La liquidation de l'intervention est effectuée par l'administration dans un délai de trente jours à partir de la réception de ces documents dûment complétés.

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives, abrogatoires et finales*

**Art. 12.** L'article 18 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions d'octroi des interventions accordées par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées en faveur des travailleurs handicapés en vue de favoriser leur intégration professionnelle est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. L'intervention est diminuée des interventions légales, réglementaires ou conventionnelles octroyées par l'employeur dans les frais exposés par le travailleur pour se rendre à son lieu de travail et du coût des déplacements s'ils s'étaient effectués en commun sur base d'un abonnement mensuel déduction faite de l'intervention théorique de l'employeur si le travailleur s'était rendu à son lieu de travail en transport en commun ».

**Art. 13.** Sont abrogés dans l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés.

1° l'article 93;

2° l'article 94, modifié par l'arrêté du 22 décembre 1967;

3° l'article 95.

**Art. 14.** L'arrêté ministériel du 27 décembre 1967 fixant les critères d'octroi des interventions d'aide sociale en matière de reclassement social des handicapés, modifié par les arrêtés ministériels des 23 novembre 1979, 28 mars 1972, 2 juillet 1975 et 24 juillet 1978, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 octobre 1990 et par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 25 janvier 1996, 27 juin 1996, 22 mai 1997, 4 septembre 1997 et 24 septembre 1998, est abrogé.

**Art. 15.** L'arrêté ministériel du 23 mai 1969 fixant les limites et conditions dans lesquelles les charges résultant du déplacement et du séjour des handicapés au lieu fixé pour leur éducation scolaire peuvent être supportées par le Fonds national de reclassement social des handicapés, modifié par les arrêtés ministériels des 5 août 1974 et 17 janvier 1978 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 octobre 1990, est abrogé.

**Art. 16.** L'arrêté ministériel du 6 janvier 1978 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles sont déterminées les cas particuliers dans lesquels les prestations indemnifiables par le Fonds national de reclassement social des handicapés peuvent, lorsqu'elles sont dispensées à l'étranger, donner lieu à indemnisation, modifié par l'arrêté ministériel du 19 juin 1984, est abrogé.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1998, à l'exception de l'article 4, § 2 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 1997.

**Art. 18.** Le Membre du Collège qui a l'Aide aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 décembre 1998.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,

Président du Collège

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 193

[C - 99/31021]

**3 DECEMBER 1998. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot bepaling van de criteria en de wijzen voor een tegemoetkoming in de verplaatsings- en verblijfskosten van gehandicapten buiten hun professionele inschakeling**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de Grondwet, inzonderheid op artikelen 138 en 178;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 88 van 11 november 1967;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 houdende hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 88, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op artikelen 6, 8°, 9°, 14° en 8;

Gelet op het advies van de Afdeling « Gehandicapte personen » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijns- en Gezondheidszorg van 6 maart 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 juli 1998;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College, belast met Begroting, gegeven op 13 juli 1998;

Gelet op het beraad van het College van 17 juli 1998 over verzoek om advies binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 4 november 1998, krachtens artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het belangrijk is om de tegemoetkomingen in de verplaatsingskosten van gehandicapten gelijk te schakelen en deze ingang te doen vinden in de sociale integratie;

Op voorstel van het Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit dient men te verstaan onder :

1° decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

2° bestuur : de diensten van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

3° gehandicapte persoon : de gehandicapte die geniet van de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

4° globaal proces : het globaal proces van de sociale en professionele integratie dat is opgesteld in overleg met de gehandicapte persoon, zoals voorzien in het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 betreffende het globaal proces voor de sociale en professionele integratie dat is opgesteld in overleg met iedere gehandicapte persoon die geniet van de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

5° beroepsopleiding : een beroepsopleiding die georganiseerd, erkend of gesubsidieerd is door een openbare overheid en georganiseerd is op het grondgebied van ofwel het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ofwel van het Waals Gewest;

6° sociale integratie : de daadwerkelijke deelname naar rato van minstens gemiddeld 10 uur per week aan de sociale activiteiten die worden georganiseerd door v.z.w.'s of instellingen die zijn erkend door de overheid, wanneer dit de enige vorm is van sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

HOOFDSTUK II. — *De tegemoetkoming in de verplaatsingskosten*

**Art. 3.** Er wordt, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, een tegemoetkoming toegekend aan de gehandicapte voor zijn verplaatsingskosten en dit in het raam van zijn globaal proces, zijn scolaire integratie, zijn beroepsopleiding of zijn sociale integratie. De tegemoetkoming wordt toegekend door het bestuur onder de voorwaarden vermeld in dit besluit, voor zover de gehandicapte onbekwaam is, ingevolge zijn gebrek, om alleen het openbaar vervoer te nemen.

**Art. 4.** § 1. De verplaatsingskosten die in aanmerking worden genomen in het raam van de opmaak van het globaal proces hebben als doel :

de verplaatsingen van de gehandicapte, op verzoek van het bestuur, tussen zijn woonplaats en de zetel van het bestuur of van een centrum voor gespecialiseerde beroepskeuzevoorlichting dat is erkend door de Franse Gemeenschapscommissie of een revalidatiecentrum dat eveneens is erkend door de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. De verplaatsingskosten die in aanmerking worden genomen in het raam van de scolaire integratie of de beroepsopleiding hebben als doel :

de verplaatsingen van de gehandicapte tussen zijn woonplaats en de plaats waar hij naar school gaat, behalve in het bijzonder onderwijs, naar rato van maximum één heen- en terugreis par activiteitendag, behalve voor de collectieve ophalingsdienst.

§ 3. De verplaatsingskosten die in aanmerking worden genomen in het raam van de sociale integratie hebben als doel :

de verplaatsingen van de gehandicapte tussen zijn woonplaats en de plaats waar hij zijn sociale activiteiten uitvoert naar rato van één heen- en terugreis per activiteitendag.

**Art. 5.** § 1. Voor de verplaatsingen van de gehandicapte aan het stuur van een personenwagen, wordt de tegemoetkoming berekend op basis van de afstand en het fiscaal vermogen van het gebruikte voertuig zonder dat rekening wordt gehouden met het fiscaal vermogen van meer dan 7PK en op basis van de percentages die zijn weergegeven op de tabel die is gevoegd bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 tot bepaling van de algemene reglementering inzake de vervoerkosten.

Voor de berekening van de afstanden wordt rekening gehouden met de werkelijke afstand.

§ 2. Wanneer een gehandicapte persoon door een derde vervoerd wordt met een wagen, kunnen de verplaatsingskosten van deze derde om de gehandicapte persoon naar zijn werk of de plaats die hieraan is gelijkgesteld, te brengen en om hem terug naar huis te voeren, in aanmerking genomen worden onder dezelfde voorwaarden als voorzien in § 1.

§ 3. Voor de verplaatsingen met een taxi is de tegemoetkoming gelijk aan de prijs die is bepaald in de reglementering die geldt voor het gebied waar het traject begint.

§ 4. Voor de verplaatsingen in een aangepaste minibus van de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel is de tegemoetkoming gelijk aan de prijs die de gehandicapte betaalt voor de rit.

§ 5. Voor de verplaatsingen met het openbaar vervoer en de begeleiding van een derde is de tegemoetkoming aan deze derde gelijk aan de prijs die de begeleider betaalt om de gehandicapte van zijn woonplaats naar zijn werk of hieraan gelijkgesteld te brengen, om terug naar het vertrekpunt te gaan, om de gehandicapte persoon te gaan ophalen en om hem terug naar zijn woonplaats te brengen. De kostprijs mag niet hoger zijn dan deze bepaald door de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel voor een maandabonnement.

**Art. 6.** De tegemoetkoming vanwege het bestuur wordt verminderd met iedere wettelijke of reglementair toegekende tegemoetkoming in de vervoerskosten van de gehandicapte om zich naar zijn werk te begeven of de plaats die hieraan is gelijkgesteld en met de kostprijs van de verplaatsingen met het openbaar vervoer op basis van een maandabonnement.

### HOOFDSTUK III. — *De tegemoetkoming in de verblijfskosten*

**Art. 7.** Er wordt, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, een tegemoetkoming toegekend voor de verblijfskosten van de gehandicapte persoon in het raam van zijn integratie in het onderwijs, behalve voor het bijzonder onderwijs. Deze tegemoetkoming wordt toegekend door het bestuur onder de voorwaarden in dit besluit, voor zover :

ofwel de gehandicapte persoon, door zijn gebrek, onbekwaam is zich dagelijks naar de plaats te begeven waar hij zijn activiteiten uitoefent;

ofwel de vergoeding voor de verblijfskosten kleiner is dan de tegemoetkoming die zou zijn uitgekeerd voor de dagelijkse verplaatsingskosten krachtens hoofdstuk 1 van dit besluit.

**Art. 8.** De vergoeding vanwege het bestuur is vastgesteld op 507 frank per activiteitendag.

Dit bedrag is gekoppeld aan de gezondheidsindex 122,37 van oktober 1997. Vanaf 1 januari 1997 wordt dit bedrag jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met de index der consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot behoud van de concurrentie van het land, genaamd de gezondheidsindex, volgens de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex december 199.}}{122,37}$$

**Art. 9.** De tegemoetkoming vanwege het bestuur wordt verminderd met iedere wettelijke of reglementaire tegemoetkoming in de verblijfskosten van de gehandicapte.

### HOOFDSTUK IV. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

**Art. 10.** De aanvraag om tegemoetkoming in de verplaatsings- en verblijfskosten wordt door de gehandicapte persoon ingediend op het bestuur middels het door het bestuur opgestelde document.

Laatstgenoemde beslist over de aanvraag en maakt haar beslissing kenbaar binnen de dertig dagen na de datum vanaf wanneer het over alle inlichtingen beschikt voor het document waarvan sprake in vorig lid.

De beslissing van het bestuur maakt deel uit van het globaal proces dat wordt opgesteld in overleg met de gehandicapte.

Wat de verplaatsingskosten betreft, wordt in de beslissing omtrent de tegemoetkoming de soorten vervoer verduidelijkt die de gehandicapte gebruikt en die in aanmerking kunnen komen voor een tegemoetkoming.

**Art. 11.** De tegemoetkoming mag enkel uitbetaald worden op het einde van iedere maand op voorlegging van de bewijsstukken die zijn bepaald door het bestuur en die, desgewenst, melding maken van de staten aangaande het frequenteren van de school, de beroepsopleiding, de activiteiten of examens.

Deze documenten moeten, op straffe van uitsluiting, ingediend worden binnen één jaar vanaf de maand waarop zij betrekking hebben.

De uitbetaling van de tegemoetkoming gebeurt door het bestuur binnen dertig dagen na de ontvangst van deze behoorlijk ingevulde documenten.

#### HOOFDSTUK V. — *Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 12.** Artikel 18 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 tot bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van tegemoetkomingen vanwege het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces ten gunste van gehandicapte werknemers met het oog op hun inschakeling in het arbeidsproces wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 18. De tegemoetkoming wordt verminderd met de wettelijke, reglementaire of conventionele tegemoetkomingen vanwege de werkgever in de kosten van de werknemer om zich naar zijn werk te begeven en met de kostprijs voor de verplaatsingen met het openbaar vervoer als deze geschieden op basis van een maandabonnement, met uitzondering van de theoretische tegemoetkoming van de werkgever als de werknemer het openbaar vervoer nam om naar zijn werk te komen. »

**Art. 13.** Worden opgeheven in het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van de gehandicapten :

1° artikel 93;

2° artikel 94, gewijzigd bij besluit van 22 december 1967;

3° artikel 95.

**Art. 14.** Het ministerieel besluit van 27 december 1967 tot vaststelling van de criteria voor de toekenning van tegemoetkomingen in de sociale bijstand aangaande de sociale herklassering van de gehandicapten, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 23 november 1979, 28 maart 1972, 2 juli 1975 en 24 juli 1978, bij besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 25 oktober 1990 en bij de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 januari 1996, 27 juni 1996, 22 mei 1997, 4 september 1997 en 24 september 1998, wordt opgeheven.

**Art. 15.** Het ministerieel besluit van 23 mei 1990 tot bepaling van de perken en voorwaarden waaronder de lasten voor de verplaatsing en voor het verblijf van gehandicapten op de plaats voor hun onderricht kunnen worden gedragen door het Rijksfonds voor de sociale herklassering van de gehandicapten, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 5 augustus 1974 en 17 januari 1978 en bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1990, wordt opgeheven.

**Art. 16.** Het ministerieel besluit van 6 januari 1978 tot bepaling van de voorwaarden en de wijzen volgens dewelke de bijzondere gevallen worden bepaald waarbinnen de prestaties die vergoed worden door het Rijksfonds voor de sociale herklassering van de gehandicapten kunnen, wanneer deze vrijgesteld zijn in het buitenland, terugbetaald worden, gewijzigd door het ministerieel besluit van 19 juni 1984, wordt opgeheven.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998, behoudens artikel 4, § 2 dat in voege treedt op 1 juli 1997.

**Art. 18.** Het Lid van het College, bevoegd voor Bijstand aan Personen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 december 1998.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College